



DÉTENTIONS ILLÉGALES PRATIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

RECOMMANDATIONS AUX AUTRES GOUVERNEMENTS

Les gouvernements du monde entier peuvent largement contribuer à faire cesser les détentions pratiquées par les États-Unis dans la « *guerre contre le terrorisme* ». Ils peuvent notamment protester auprès des autorités américaines, apporter une protection durable aux ex-détenus de Guantánamo et d'ailleurs, et s'opposer aux transferts illégaux de personnes entre les pays.

**AMNESTY INTERNATIONAL
FORMULE LES
RECOMMANDATIONS
SUIVANTES :**

- si des étrangers détenus à Guantánamo souhaitent rentrer dans leurs pays d'origine, les gouvernements de ces pays doivent en priorité s'en entretenir avec les autorités des États-Unis, l'objectif étant que ces personnes puissent être remises en liberté à moins qu'elles ne soient inculpées sans délai et jugées lors de procès qui doivent être conformes aux normes internationales ;
- ces gouvernements doivent exprimer leur préoccupation quant aux conditions de détention et aux traitements infligés à leurs ressortissants, et veiller à ce que les familles des détenus soient pleinement informées de l'évolution de leur situation et de leur sort ;
- les gouvernements doivent veiller à ce que toute personne qui a été renvoyée de Guantánamo soit traitée avec humanité et remise en liberté, à moins qu'elle ne doive être inculpée et jugée, auquel cas le procès doit être conforme aux normes internationales d'équité, sans recours à la peine capitale ;
- les autres pays doivent envisager d'accueillir les ex-détenus qui ne peuvent pas rentrer chez eux, en particulier s'il s'agit de pays où ces personnes ont résidé ou avec lesquels elles ont des liens étroits, familiaux ou autres ;
- les gouvernements doivent refuser tout transfert sollicité par les autorités des États-Unis lorsque les conditions de ce transfert sont contraires aux obligations des pays d'accueil au regard du droit international relatif aux droits humains ;

AGISSEZ !

- les gouvernements doivent se joindre à Amnesty International pour demander la fermeture de Guantánamo et signer les recommandations de l'organisation visant à mettre fin aux détentions illégales pratiquées par les États-Unis* ;
- les gouvernements ne doivent pas remettre des personnes aux autorités américaines si celles-ci risquent d'être détenues en dehors de la protection du droit international, ou d'être jugées par une commission militaire ;
- aucun État ne doit fournir des informations susceptibles de faciliter les poursuites devant des commissions militaires.

Demandez à votre gouvernement de suivre ces recommandations.

“

EN GÉNÉRAL, LES PAYS NE VEULENT PAS S'IMPLIQUER. ILS ESTIMENT QUE CE N'EST PAS LEUR PROBLÈME. COMME ILS N'ONT PAS PARTICIPÉ À GUANTÁNAMO, ILS PENSENT QUE CE N'EST PAS À EUX DE CONTRIBUER À RÉSOUDRE LE PROBLÈME.

John Bellinger III, conseiller juridique du Département d'État

Décembre 2007
Index AI : AMR 51/181/2007 – ÉFAI

Amnesty International
Secrétariat international, Peter Benenson House
1 Easton Street, Londres, WC1X 0DW, Royaume-Uni

Traduction en langue française :
Les Éditions francophones d'Amnesty International

www.amnesty.org/fr/counter-terror-with-justice

* *Recommandations – Mettez fin aux détentions illégales pratiquées par les États-Unis*, index AI : AMR 51/167/2007

**CONTRE LE TERRORISME :
LA JUSTICE**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes dans plus de 150 pays et territoires, qui luttent pour mettre fin aux graves atteintes aux droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.